

Il y a en premier l'activité du P.C.M.L.F. : confection puis distribution de bulletins ou tracts, affichage dans l'usine ou sur les murs proches de son entrée. Intervient aussi l'organisation de la diffusion de notre presse.

« *L'Humanité-rouge* » parvient en général rapidement à gagner de premiers lecteurs, qui peuvent être réunis dans des réunions de sympathisants.

Parallèlement, les membres de la cellule, et aussi leurs plus proches sympathisants, décident des points d'intervention et de la ligne à soutenir dans les syndicats. C'est la C.G.T. qui retient notre préférence, pour la bonne raison qu'elle constitue inéluctablement un terrain de combat acharné avec les révisionnistes. Mais des circonstances locales peuvent conduire à développer notre activité dans la C.F.D.T., où les possibilités d'exprimer nos idées sont infiniment plus ouvertes. Le choix dépend des ouvriers, avec lesquels nous avons les discussions nécessaires.

D'une façon systématique nos militants critiquent le « *programme commun* » et refusent de distribuer tout matériel syndical qui soutient la mystification de l'Union de la gauche. C'est en général à cause de cette prise de position qu'interviennent des exclusions de la C.G.T., la plupart irrégulières par rapport aux Statuts, et toutes toujours accompagnées d'une lutte publique élargie à tous les travailleurs de l'entreprise, à notre initiative. Ce qui soulève la fureur des révisionnistes.

Nous comprenons très bien que notre pratique est ici éloignée de celle préconisée par le camarade Badiou et mise en œuvre par les camarades ouvriers de l'U.C.F.M.L. Mais nous retenons comme particulièrement important le fait que nous analysons, eux et nous, la situation internationale et la situation en France en termes convergents d'une part, que nous analysons également en termes proches la nature de classe du P.C.F. et de la C.G.T.

C'est toutefois sur ce dernier point que nous désirons avancer encore une nuance de désaccord probable.

Pour ce qui nous concerne, nous persistons à distinguer les dirigeants et cadres social-fascistes, ainsi que les militants qui les suivent avec la masse des adhérents et même quelques cadres du Parti communiste français et de la C.G.T. Il n'est pas vrai que la C.G.T., par exemple, compte deux millions et demi de social-fascistes. Il y a dans ses rangs de nombreux travailleurs, qui ne sont pas prêts à participer à la répression social-fasciste, à la violence de la classe bourgeoise monopoliste bureaucratique. Naturellement on nous dira que ces gens n'exercent pas une grande influence au sein de ces organisations. Pourtant il importe de savoir qu'un sondage effectué à propos du modèle social-impérialiste soviétique proposé comme modèle de « *socialisme* » dans les rangs mêmes du P.C.F. a révélé dernièrement un pourcentage de réponses favorables inférieur à 5 %.

Le matérialisme dialectique nous commande de ne jamais envisager un phénomène de manière statique, mais dans son développement. Nous considérons que notre combat contribue pour une part encore modeste mais qui peut connaître un essor accéléré en fonction d'une situation nouvelle, à « *arracher la classe ouvrière à l'influence du révisionnisme moderne* » et donc « *au projet social-fasciste des dirigeants du P.C.F.* ».

Nous estimons que l'unification de tous les marxistes-léninistes dans une formation unique est urgente par rapport aux événements qui s'annoncent comme conséquence inévitable de la crise économique et politique du capitalisme mondial en général et du capitalisme français en particulier.

Si nous restons en ordres dispersés, à qui laisserons-nous le champ libre sinon au social-fascisme et au social-impérialisme ?

Alors, sans attendre, discutons et préparons-nous, ensemble, aux grandes luttes de classe qui vont connaître de nouveaux développements considérables.

(7-12 août 1975)